

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Nouveau sondage SIG sur la déchéance de nationalité

Une adhésion qui se tasse légèrement – surtout du fait d’une intensité du soutien moins fort – sans être en voie de se retourner.

1. 82% approuvent la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français, soit -3 points depuis la semaine dernière, mais -6 points « tout à fait favorables » (cependant toujours très élevés à 57%).

77% l’approuvent au PS (80% la semaine dernière) ; 73% dans l’ensemble de la gauche (stable, dont 49% de « très favorable ») ; 88% à droite (les hésitations d’A. Juppé pourraient lui coûter) ; 94% au FN.

2. 75% jugent que malgré les critiques de son camp, le Président a bien fait de maintenir la déchéance de nationalité dans son projet de réforme constitutionnelle (-4 points). A gauche, 68% (-3 points), et 75% au PS (-6 points), jugent qu’il a eu raison.

➤ *C’est une érosion visible mais qui reste très contenue à gauche au regard de la virulence du débat médiatique. Même les sympathisants Front de gauche ne sont qu’une moitié (51%) à juger que « le Président aurait dû tenir compte des critiques exprimées par son propre camp et ne pas accentuer les divisions à gauche ». Les sympathisants de gauche réagissent comme s’ils jugeaient qu’éviter les risques de division ne concernait que le « système politique » et non eux-mêmes, et donc ne perçoivent pas un éventuel changement de position comme un geste en leur faveur.*

3. Les Français jugent toujours très majoritairement que la déchéance de nationalité est une mesure symbolique mais pas efficace, et y restent pourtant favorables :

- 65% (=) estiment que « cela ne sera pas efficace mais il faut quand même l’appliquer car c’est une question de principe » ;
- 13% (-4 points) jugent qu’elle « sera efficace et qu’il faut l’appliquer » ;
- et 16% (+4 points) jugent qu’elle « ne sera pas efficace et il ne faut pas l’appliquer ».

4. Le débat sur « l’inégalité entre citoyens » a peu modifié l’opinion, y compris à gauche : les Français préfèrent toujours l’option actuelle, même si celle de la « déchéance pour tous » progresse.

45% jugent ainsi que « malgré la différence de traitement qui serait ainsi instaurée entre les binationaux et les autres, il faut quand même appliquer la déchéance de nationalité » (-6 points) ; contre 15% qui pensent cette différence de traitement « injuste » et jugent « qu’il faut renoncer à la déchéance de nationalité » (+1 point) ; et 31% (+ 5 points) qui jugent que « pour remédier à cette injustice il faut étendre la déchéance de nationalité à tous les Français ».

- A gauche, 25% pensent que cette inégalité de traitement devrait nous conduire à renoncer à la déchéance de nationalité (23% au PS), soit le même pourcentage que ceux qui se disent défavorables : centrer la question sur ce point ne fait pas bouger les jugements.
- L'option de la « déchéance pour tous » recueille nettement moins d'approbation à gauche (27%) qu'à droite (37%) - elle est en fait surtout réclamée au FN : 40%.

Il y a donc un **paradoxe à vouloir réconcilier la gauche, qui n'est pas vraiment divisée (au niveau des sympathisants), avec cette mesure, qui n'est pas particulièrement appelée (et est surtout portée par la droite).**

Un début de lassitude du débat semble apparaître, qui pourrait être le principal risque.

1. La notoriété du projet de réforme constitutionnelle (dans son ensemble) est en net recul : -9 points.

- On peut y voir un effet d'éviction médiatique et de brouillage : le débat sur la déchéance de nationalité prend une telle place (et se complique entre indignité nationale, déchéance pour tous, etc.) qu'il écrase toutes les autres réponses. **Le risque étant que notre réponse sécuritaire ne finisse par être réduite à la seule déchéance de nationalité, ce qui ne correspond pas aux attentes des Français.**

2. Dès lors et logiquement, le sentiment que le projet de réforme constitutionnelle va « *dans le bon sens pour améliorer l'efficacité de la lutte contre le terrorisme* » s'affaiblit très significativement (moins 12 points), même s'il reste à un bon niveau (58% - sans clivage gauche/droite).

- **Le jugement sur notre réponse « d'efficacité » face au terrorisme est tiré vers le bas par un débat centré sur une mesure dont les Français savent bien qu'elle n'est en rien dissuasive.**

3. Le sujet est pour le moment suivi mais il ne faudrait pas s'y attarder trop longtemps :

- 41% des Français estiment que les médias parlent « trop » de cette mesure, contre 18% « pas assez » (et 32% « ce qu'il faut ») : **ce n'est pas encore un ras-le-bol massif mais un début de lassitude.**
 - A noter que **la moitié - soit la proportion la plus élevée - des sympathisants PS estiment que les médias parlent « trop » de ce débat** : contempler l'étalement des divisions de leur famille politique ne plaît sans doute pas énormément aux sympathisants.
- Une majorité estime que « la déchéance de nationalité est une mesure qui mérite qu'on lui accorde autant d'importance » (61%), mais **seuls 27% sont « tout à fait » convaincus par l'importance donnée à ce débat.** C'est à la fois beaucoup pour un débat symbolique, mais peu comparé à d'autres enjeux (emploi, migration ...).
 - S'il faut continuer à donner le sentiment de traiter ce sujet avec gravité et importance (i.e. ne pas le soumettre à des calculs politiques), **il ne semble pas faire partie des « priorités » qui justifieraient pour l'opinion d'accaparer l'attention du gouvernement pendant des semaines.**

➤ **Le risque**, en prolongeant le débat ou en maintenant toutes les options ouvertes, **est triple** :

(i) **brouiller le débat et lasser les Français**, qui semblent déjà avoir de plus en plus de mal à comprendre ce que nous voulons faire tant les options évoquées sont diverses.

A ce **titre** ils n'appellent pas particulièrement (en particulier à gauche) à rajouter à ce débat un autre sur l'apatridie, même au nom de l'égalité.

(ii) **donner le sentiment que notre réponse sécuritaire se réduit uniquement à cette mesure** certes plébiscitée mais symbolique **au détriment des actions plus « efficaces »**, ce qui pourrait avoir un effet-retour grave si quelque chose se passe dans les mois à venir ;

(iii) **donner l'impression que nous en oublions les autres sujets prioritaires** (comme l'emploi).

Malgré l'approbation de la mesure, les Français pourraient nous juger sévèrement si l'espace médiatique continue à être saturé par ce débat jusqu'à début février. Il paraît important de **reparler rapidement du reste de notre réponse sécuritaire (nos autres mesures ont un potentiel d'adhésion au moins aussi fort que la déchéance) ; et de continuer à revenir sur les autres sujets (en particulier l'emploi) qui restent nos points faibles.**

Adrien ABECASSIS